



Publié le 16/11/2019 à 06h42

Rostrenen. Les dossiers du conseil communautaire

Signature d'une convention territoriale globale

En 2018, la CCKB décidait de lancer les démarches préalables à la définition d'une future convention territoriale globale (CTG), en partenariat avec la Caisse d'allocations familiales (Caf).

Il voulait réaliser un diagnostic sur les politiques sociales et familiales, cibler les enjeux et les priorités à traiter, élaborer une stratégie d'intervention pour les cinq années à venir et inviter la population, les élus, les acteurs et les partenaires locaux à contribuer à chaque étape de la réflexion à travers différents comités.

Une première rencontre avait permis à ce comité de cerner les enjeux pour la jeunesse (12-18 ans), l'accès aux droits et les modes de garde d'enfants pour le personnel en horaires atypiques.

À ce jour, ce sont seize fiches actions qui ont été élaborées et validées par le conseil et seront inscrites au plan d'action pour les cinq prochaines années. La CAF apportera une aide au démarrage de 20 000 €.

Extension du parc d'activité de Kerjean

En juillet 2019, la CCKB avait sollicité la Chambre d'agriculture de Bretagne pour réaliser une étude « Éviter, réduire, compenser » qui vise à définir une évaluation de l'impact du projet de l'extension du parc d'activité de Kerjean, sur la filière agricole et un projet de compensation collective agricole.

Il ressort de cette étude que la disparition de 11,5 ha de terres agricoles induit la disparition de 1,17 emploi dans la filière agricole.

Depuis, des échanges entre la Chambre d'agriculture, des élus et d'agriculteurs ont abouti à la définition d'un projet d'accueil et d'emploi de réfugiés dans les exploitations agricoles, sur proposition du comité territorial. Par le biais de cette compensation agricole collective, des réfugiés pourront trouver un travail, se former et s'insérer professionnellement et socialement.

L'objectif initial sera l'accueil et l'emploi de cinq réfugiés dans autant d'exploitations agricoles. Le conseil a approuvé à l'unanimité cette étude.